



## COMPTE RENDU

RENCONTRE REGIONALE DU RESEAU GRAND EST  
DES PROFESSIONNEL.LES DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

LE 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2023 À CHALONS EN CHAMPAGNE

CE JOUR-LA, NOUS ETIONS 40 PARTICIPANT.ES  
POUR ECHANGER AUTOUR DE LA  
QUESTION SUIVANTE

**Quelle écoute et quel pouvoir d'agir des habitant.es  
face aux points de deal en pieds d'immeubles ?**

Merci de vos contributions et de votre attention

En effet, dans de nombreux quartiers, les trafics illicites (drogue essentiellement) se font à ciel ouvert, et suscitent des nuisances permanentes : bruits, tensions, menaces, rixes... matin, midi et soir, et tout au long de la nuit, les habitant.es en pâtissent, ont peur, détournent leur chemin, se sentent prisonnier.ères des dealers.

Face à cette situation, les recettes font défaut. L'impuissance des politiques publiques à enrayer ces phénomènes est criante, assourdissante. Que fait la police ? que fait l'école ? que fait la prévention ?... que fait la mairie ? que fait le bailleur ?... ces questions entretiennent les animosités, les rancœurs, sans pour autant offrir de lueur d'espoir ni d'issue de secours à quiconque.

**Quid des habitant.es eux-mêmes ? Quelle place à leur propre expression ? Quelles actions collectives sont initiées ? Qu'engage-t-on AVEC les habitant.es ? Leurs peurs sont-elles seulement considérées ? Leur révolte sourde est-elle entendue ? Leur reste-t-il la moindre marge de manœuvre, d'action, de pouvoir d'agir ? Grâce à quoi ? À qui ? Comment ?**

Pour nourrir nos réflexions, nous avons bénéficié des interventions de :

- [Michel KOKOREFF](#) , sociologue, professeur des universités, spécialiste des quartiers populaires et de la question des drogues. A notamment publié *Le monde des drogues* (Odile Jacob, 2000) et *La catastrophe invisible* (Ed Amsterdam, 2018)

- [Jean Marc DRIOUX](#) , Directeur adjoint au DSU, à Nîmes

- Joël BAPTISTE, Président de l'association « [Voyages Culturels](#) », à Alès

Outre les interventions de nos « invités de marque », nous avons échangé selon diverses modalités

- Par deux autour des questions suivantes :
  - Qu'est-ce qui m'importe le + dans mon travail, globalement (de technicien, d'élu, de bénévole... selon le statut qui m'amène à être présent ce jour) (sens, valeurs, plaisir, relations, effets, formation, salaire...)
  - Dans ce cadre : qui m'écoute ? qui prend soin de MOI ? (comment, quand, à quelle occasion, quel effet...)
  - En quoi les questions qui nous réunissent aujourd'hui me concernent ? Quel est mon pouvoir d'agir sur elles ? (impact de mes actions, marge de manœuvre, zones de satisfaction...)
  - Selon moi, les habitants confrontés aux trafics en pied de leurs immeubles peuvent... et ne peuvent pas...
  
- Collectivement à partir d'expressions individuelles sur post-it, autour de la question suivante : quels sont les 3 premiers mots qui vous viennent à l'esprit lorsque je vous dis :
  - Regroupement de jeunes en pieds d'immeubles
  - Place des habitants
  - Puissance renouvelée de l'intervention publique (dans le cadre des prochains contrats de ville ?)
  
- Collectivement, à partir des interventions, essentiellement celles de Michel KOKOREFF, dont les approches se sont réparties comme suit :
  - Que savons-nous de la sociologie des trafics des drogues ?  
Types, acteurs et régulations.
  - Des habitants pris en tenaille entre dealers et forces de l'ordre : quelle place leur reste-t-il ?

### 1. Pour une sociologie des trafics de drogues illicites

Faire une sociologie des drogues, et en particulier des trafics, a une triple signification :

- Rétablir l'équilibre entre l'analyse des consommations et celle des trafics, la demande et l'offre ; et ce, sans considérer un déterminisme unilatéral de l'une sur l'autre ;
- Déconstruire les idées reçues, croyances et représentations imposées par le sens commun, les médias et la classe politique ;
- Comprendre l'organisation sociale des trafics à différentes échelles, leur transformation dans la durée, ainsi que les carrières de ceux qui s'y engagent – au moins un temps.

#### *A. Les modes d'organisation des trafics :*

D'une économie, l'autre : les mêmes règles et leur paradoxe

Production, distribution, commercialisation, blanchiment, etc.

Le trafic comme travail et sa division sociale des rôles à l'échelle locale

Terrains tenus, rue dérégulée.

Le business 2.0 : la nouvelle donne du numérique

#### *B. Le deal comme accès à des ressources : bénéfiques économiques, sociaux et symboliques*

Les smicards du business

Effet réseau et asservissement

L'effet réseau

Etre quelqu'un

#### *C. Des carrières courtes*

Modes d'entrée, d'installation et sortie

Les effets du processus pénal

La précocité des acteurs des réseaux

## 2. Les effets des trafics sur la vie des habitants des quartiers populaires

En 2011, *Libération* titre : « A Saint-Ouen, un sentiment d'abandon face au deal »

Dans cette ville limitrophe de Paris, des habitants ont manifesté samedi contre la violence liée au trafic dans leurs cités.

[https://www.liberation.fr/societe/2011/11/28/a-saint-ouen-un-sentiment-d-abandon-face-au-deal\\_777763/](https://www.liberation.fr/societe/2011/11/28/a-saint-ouen-un-sentiment-d-abandon-face-au-deal_777763/)

«*Arténa ! Arténa !*» crie un petit monsieur à moustache. Autour de lui, dans la manifestation contre le trafic de drogue et la violence qui a rassemblé 200 personnes samedi à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), d'autres reprennent en chœur «*Arténa*». Il faut, comme eux, habiter les cités Arago ou Zola pour comprendre ce que signifie ce mot arabe qui signifie «lâche-nous». «*C'est ce que hurlent les guetteurs aux dealers lorsque la police arrive*», explique Jocelyne, une habitante. Ces cris à toute heure du jour et de la nuit, sous leurs fenêtres et dans leurs cages d'escalier, sont devenus pour ces habitants l'obsédante bande-son d'une situation qu'ils ne supportent plus : la présence d'un commerce de cannabis presque à ciel ouvert, incrusté au bas de leurs immeubles. Depuis l'an dernier, ils ont décidé de prendre les choses en main, en organisant manifs sur manifs, occupant ainsi un terrain qu'ils estiment déserté par les pouvoirs publics depuis trop longtemps. Un constat aujourd'hui largement partagé dans les banlieues françaises.

**Bandes.** Des années que ces familles et retraités de Saint-Ouen rentrent chez eux peur au ventre et têtes baissées, ne vont chercher leur courrier qu'à certaines heures pour ne pas croiser les dealers, leurs regards, leurs menaces ou leurs pitbulls. Pendant longtemps, ils n'avaient rien dit. Et puis il y a eu deux morts à l'automne 2009 lors d'un règlement de comptes entre bandes rivales se disputant le juteux commerce. Il y a eu des dealers dans la cour de l'école maternelle. Et, trop souvent, des coups de feu.

«*C'est toujours pareil. Ici, ça a commencé par un immeuble mal entretenu. L'office HLM du département n'a rien fait, laissant les parties communes se dégrader*», explique Abdallah Fraygui, président de l'amicale des locataires. Un petit trafic s'est installé dans les allées ouvertes au début des années 2000. Il s'est étendu aux immeubles voisins, modestes copropriétés qui n'ont pas les moyens de payer les travaux nécessaires pour, par exemple, fermer les coursives. Jusqu'à devenir une supérette de la drogue où les clients, principalement parisiens (la rue est à quelques centaines de mètres du périphérique), font la queue pour acheter leur shit. «*La police débarquait de temps en temps, les dealers se sauvaient et revenaient quelques minutes plus tard. Ça ne sert à rien*», raconte Mounia, 53 ans, qui vit ici avec ses deux enfants, et dit qu'elle se sent «*abandonnée*».

«**Du social**». Pourtant, depuis un mois, rue Emile-Zola, il y a des CRS et une brigade anticriminalité presque 24 heures sur 24, ce qui a permis de suspendre le commerce en bas des immeubles. Cadeau de Claude Guéant. Suite aux mobilisations des habitants, le ministre de l'Intérieur était en effet venu le 31 octobre à Saint-Ouen, annonçant en grande pompe qu'il allait «*nettoyer ce quartier du deal*». Les cars de CRS arrivaient dans les jours suivants. Même si la présence policière offre une respiration notable pour les habitants, la méthode Guéant laisse ici sceptique. Tous réclament un traitement social de fond. Pensée résumée par la maire de la ville, Jacqueline Rouillon (PCF) : «*Ces quartiers ont besoin d'une police, mais d'une police de proximité. Ils ont besoin d'éducateurs, d'enseignants dans les écoles, de crédits pour les rénovations.*» Abdallah Fraygui redoute la stigmatisation du quartier. «*Le sécuritaire ne suffit pas, il faut du social*», martèle-t-il. Mounia partage cette inquiétude. «*Il suffit d'observer : on voit ici comment les gosses décrochent et basculent. Ils commencent par louper une journée de classe pour faire le guetteur et gagner un peu d'argent. Et puis, au bout de quelque temps, ils sont là tous les jours.*» Mounia n'en veut pas seulement à l'Etat défailant, elle en veut aussi aux acheteurs. Elle décrit avec colère ces gens, fumeurs de pétards venus de l'autre côté du périphérique qui ont

l'air «bien sous tous rapports».«Ils s'en fichent des conséquences pour nous. On sent bien qu'ils méprisent la banlieue. Eux, ils n'y vivent pas.» Ici, à commencer par la maire de Saint-Ouen, beaucoup d'habitants, parce qu'ils ne voient guère d'autre issue, sont pour la légalisation du cannabis.

En 2012, le journal *Le Monde*, consacre un article intitulé : « Les habitants de Saint-Ouen tentent de disputer le territoire à des dealers omniprésents »

Cette petite ville de Seine-Saint-Denis a basculé d'un coup dans le fait divers quand, il y a quelques années, la police a délogé les réseaux de Nanterre. Face à la montée de la violence, la population s'organise.

[https://www.lemonde.fr/societe/article/2012/11/12/les-habitants-de-saint-ouen-tentent-de-disputer-le-territoire-a-des-dealers-omnipresents\\_1789264\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2012/11/12/les-habitants-de-saint-ouen-tentent-de-disputer-le-territoire-a-des-dealers-omnipresents_1789264_3224.html)

« Dans le petit local de la tour du Landy, elles sont une petite dizaine de femmes venues dès la sortie de l'école. La réunion de quartier commence sur une injonction : "Ah non ! On parle plus du trafic, ça suffit !", crie une trentenaire. Depuis le mois de mai, les habitants du quartier ont décidé de "réoccuper le terrain " face à un trafic qui gâche la vie de la ville. Dimanche 21 octobre, c'est par un tournoi de foot qu'ils ont voulu se réapproprier l'espace. "On a eu l'impression de refaire partie du quartier", sourit Nathalie.

On est ici à trois stations de métro de Paris, dans une banlieue d'aspect tranquille avec ses cités de logement social et ses maisons en meulière, sa patinoire qui trône, en centre-ville, comme un immense hangar désuet, les puces où chinent les touristes et le périphérique qui la sépare de la capitale. Jusqu'à il y a trois ans, cette ville de Seine-Saint-Denis connaissait son petit trafic de drogue mais pas plus qu'ailleurs. »

Et puis tout a basculé quand la police a délogé les réseaux de Nanterre. D'un coup Saint-Ouen a versé dans le fait divers. Les réseaux se sont installés dans plusieurs cités - le Cordon, le Vieux Saint-Ouen, Zola, Arago, Michelet -, s'étendant jusqu'à l'Hôtel de ville. Et les règlements de compte ont fait leurs premières victimes : Moussa et Khader en 2009, Kamel en 2011... sans compter plusieurs violentes altercations depuis deux ans.

Les petits dealers ont été remplacés par des groupes organisés, avec leur hiérarchie, des chefs aux "chouffeurs", les guetteurs. Le premier choc pour la municipalité survint avec la mort des deux adolescents en 2009. "Ce fut un vrai traumatisme, avoue Jacqueline Rouillon, maire Front de gauche. On n'imaginait pas ça dans une ville humaine où les gens se connaissent, ont souvent grandi ensemble. On a réalisé qu'une autre réalité s'installait à Saint-Ouen". La réalité d'un trafic qui gangrène désormais plusieurs quartiers. Et qui provoque des va-et-vient incessants de consommateurs jeunes et moins jeunes venus pour s'approvisionner en shit ou en herbe. "On voit défiler tout le gratin de Paris, des jeunes bien habillés tout de suite repérables. Ils ne s'interrogent jamais sur la galère que provoque ce commerce", remarque la maire.

Le trafic saute pourtant aux yeux dès la sortie du métro : les jeunes postés dans le café de la place, les sentinelles placées dans la rue pour surveiller. En face, la police très présente... dans des camionnettes. A chaque point de vente, le même décor et ses figurants : dès qu'on pénètre dans la cité, un sifflement pour avertir d'une nouvelle arrivée, des jeunes aux aguets devant les halls. Les regards accompagnent jusqu'à la sortie du quartier.

Les rues alentours sont aussi investies par les guetteurs, un à chaque carrefour au milieu de petites maisons. "Cet été, ils étaient plusieurs dizaines dehors. Ils avaient sorti les chaises et les canapés pour attendre les Parisiens venus du métro", témoigne une élue. Le square a été fermé pour éviter un nouveau point de fixation. Sur les gradins du terrain de sport, une bande tue le temps dans le soir qui tombe. Jusqu'aux abords de la piscine municipale devenus aussi un supermarché à ciel ouvert. Le quartier semble comme quadrillé.

Le ras-le-bol est palpable avouent les élus. Début octobre, une habitante qui reprochait aux dealers leur présence s'est fait agresser dans la cité Soubise. La mère de famille n'a pas porté plainte, mais se sentant menacée, elle a préféré quitter la cité. Depuis quelques semaines pourtant, les habitants de plusieurs cités ont

*décidé de réagir. Ils refusent la dérive de leur quartier et de voir les jeunes "tomber dedans", fascinés par l'argent facile.*

*La mairie a organisé des réunions, mis en place plusieurs groupes de travail pour soutenir les initiatives de résistance collective. C'est de là que sont partis les projets comme l'ouverture d'une salle pour accueillir les enfants après l'école à la tour du Landy, la mise en place d'une boîte à idées dans la cité Soubise, la convocation d'un groupe tranquillité réclamant une rencontre avec la police et la justice... Les débuts ont été timides mais "ça prend", affirme Elise Longé, chargée de mission parentalité nommée en mai : "D'anciens jeunes devenus trentenaires reviennent pour s'impliquer".*

*Fin juin, un groupe d'habitants de la tour du Landy a lancé une association pour interpeller les bailleurs sur les dégradations liées au trafic dans les cages d'escaliers. "On a envie de retrouver un endroit où on ait envie de vivre", lâche Mireille une octogénaire énergique. C'est elle qui a remis à Manuel Valls une pétition pour que la population soit associée à la cellule de coordination de la Zone de sécurité prioritaire (ZSP), créée par le ministre de l'intérieur dans la ville.*

*Début septembre, c'est dans la cité Blanche que des mères ont fait déguerpir des dealers qui espéraient y installer un nouveau point de trafic. A plusieurs, elles les ont houspillés en leur disant qu'elles ne les laisseraient pas faire, puis ont accroché des banderoles aux fenêtres - proclamant "cité sans drogue". A Arago, Porte de Saint-Ouen, l'association Mosaïque organise tous les mois un repas collectif pour montrer que les habitants aiment leur quartier et ne le laissent pas dériver. "On ne veut pas laisser croire que Saint-Ouen, ce n'est qu'un tableau noir. La majorité de nos enfants se battent pour réussir", affirme une militante.*

*Beaucoup louent l'implication de la ville. La mairie a renforcé sa police municipale, recruté de nouveaux médiateurs de nuit et multiplié les passages des agents de la voirie. "Ce que fait la municipalité avec la mission parentalité est primordial. Sans elle, chacun serait resté dans son coin", note Lolo Tshiala de l'association Era 93. "M<sup>me</sup> Rouillon est une des premières maires, une femme, qui a eu le courage de dénoncer la situation et de ne pas laisser faire", confirme une autre militante associative de la Porte de Saint-Ouen. "Faut qu'on bouge parce que ces mômes qui dealent, ils sont paumés. Et on sait ce qu'il y a au bout pour eux : la prison ou la mort", ajoute-t-elle.*

*Restent les interrogations sur le rôle de la police. Cette dernière est omniprésente avec ses CRS, ses Brigades spécialisées de terrain, sa BAC... Surveillance, contrôles, présence ostensible : la tactique adoptée se concentre sur les acheteurs, arrêtés systématiquement pour assécher la demande et déstabiliser le marché. Mais la stratégie reste illisible pour les habitants : "Voir sans cesse en face de son parking ou du centre de loisirs des cars de CRS, ça n'est plus possible, ça mine ; on en a tous assez", témoigne Saly, un habitant sur un blog de la ville. "Il faut que les policiers descendent des véhicules et aillent dans les halls", jure Mme Rouillon. Parce que sinon rien n'y fera, pour les habitants "l'enfer" continuera.*

*Sylvia Zappi*

En juillet 2020, toujours à Saint-Ouen, plus de 40 personnes se sont mobilisées et ont rejoint une nouvelle amicale de locataires. « On habite là, on ne veut pas de nuisances, faites votre business de votre côté et nous, on profite de notre immeuble », explique un membre du collectif, cité par le quotidien francilien. « Et ça marche ! », selon l'article du journal *Le Parisien*.

Quelques mois plus tard, en octobre, L'amicale des locataires de la cité Charles-Schmidt, l'une des plus touchées par le trafic de drogue dans cette ville de Seine-Saint-Denis, a décidé d'adresser une « lettre ouverte » aux acheteurs. : « Ne viens plus chez nous, tu n'es pas le bienvenu ».

En 2023, voici le reportage consacré par la rédaction du journal :

<https://www.dailymotion.com/video/x8pin8d>

En février, Le même *Parisien* titre : « A Saint-Ouen, une cité sous le joug du trafic de stupéfiants ». Un supermarché de la drogue « indéboulonnable » et « lucratif ». Le point de deal de la cité Charles-Schmidt, à Saint-Ouen, prospère depuis une trentaine d'années.

Sans généraliser, le cas de Saint-Ouen pourrait être étendu à d'autres villes moyennes et petites villes, hors des métropoles, sous l'effet d'un triple processus d'extension des réseaux de trafic et de celle de la demande sociale de produits engendrant des effets de concurrence accentuant la dérégulation de cette économie, et donc les retombées négatives pour les riverains.

### *Les effets sur la vie des riverains<sup>1</sup>*

Les regroupements en pied d'immeuble créent des nuisances : bruit, dégradation des murs, détérioration des portes d'entrée, sentiment d'insécurité, etc.

Les réactions des habitants sont variables. Les réactions les plus violentes, concernent généralement les habitants des zones périphériques qui interpellent de plus en plus leurs élus (lors des permanences du maire ou dans les comités de quartier) pour leur faire part de leur mécontentement. Ils expriment un fort sentiment d'insécurité et revendiquent l'emprisonnement des trafiquants. Ces habitants ne souhaitent pas débattre des questions de fond, tels que les facteurs de développement des trafics qui appellent généralement des réponses en termes d'actions sociales, éducatives et préventives.

D'autres habitants des quartiers populaires, pourtant plus exposés aux trafics, semblent mieux tolérer les trafics de stupéfiants devenus chose courante et banalisent les consommations. « *Certains s'en sont accommodés pour gagner en paix sociale* ». Ces habitants souffrent davantage de l'omniprésence des forces de police qui véhicule une mauvaise image du quartier, que de la présence plus discrète des dealers. Les habitants tolèrent d'autant mieux les trafics qu'ils sont parfois eux-mêmes consommateurs : « *les trafics se démocratisent* ».

Enfin, les commerçants de proximité ne semblent gênés par les trafics qu'à partir du moment où ils nuisent à la fréquentation de leur commerce.

### *Les actions de prévention ou de lutte contre le trafic engagées*

Les actions mises en place pour nuire au trafic de stupéfiants ne font que déplacer le problème sans toutefois parvenir à l'éradiquer. Les mesures prises (programme de rénovation urbaine, résidentialisation, installation de la vidéo-protection, suppression des bancs publics ou des portes d'entrée d'immeuble, contrôles de police renforcés, etc.) gênent temporairement les trafiquants qui s'adaptent rapidement. Les dealers préfèrent « travailler » dans les zones pavillonnaires périphériques (où les patrouilles de police sont moins fréquentes) et s'éloigner des quartiers où ils sont facilement reconnaissables.

Des dealers appartenant à d'autres quartiers, voire d'autres villes, prennent alors possession des quartiers désertés. Les agents de proximité ont alors de plus en plus affaire à des individus extérieurs, ne vivant pas sur leur périmètre d'intervention. Le travail de prévention et d'accompagnement qui doit être mené pour favoriser leur « *raccrochage à la société* » se voit complexifié.

Comment coordonner les interventions des acteurs sociaux et de prévention, et les acteurs judiciaires dans ces conditions ? À quels modes d'actions obéissent les différents acteurs ? Quel sens donner à leurs interventions ? Dans quelle mesure les modes d'action se conjuguent-ils ?

Les agents de proximité sont les plus à même de relever des éléments d'ambiance, de repérer certaines pratiques nécessitant une action préventive ou répressive. En permanence sur le terrain, ils sont parfois interpellés par des parents qui se retrouvent dépassés par l'ampleur de certains trafics : « *Comment puis-je protéger ma famille ? Que puis-je faire dans telle situation ?* »

---

<sup>1</sup> Le texte qui suit reprend une série d'interventions dans le cadre de « Profession Banlieue » avec des professionnels et travailleurs sociaux de Seine-Saint-Denis.

Un participant s'interroge : « *Quel est le rôle des agents de proximité (ASVP, médiateurs sociaux, éducateurs de rue...)* ? *Sont-ils uniquement là pour occuper l'espace public ?* », pour éviter qu'il ne soit investi par d'autres ? Pour rassurer les habitants, montrer qu'ils ne sont pas oubliés par les pouvoirs publics ?

Les acteurs de la prévention ont une expertise des faits de délinquance, notamment de l'ampleur des trafics de drogue, qui est encore peu sollicitée. Ils sont en effet en capacité d'expliquer les parcours des trafiquants, leur ascension dans le trafic, le rôle de la famille, etc. Ces éléments sont essentiels pour orienter les priorités d'intervention. Les trafics de drogues touchant des populations de plus en plus jeunes, leur champ d'intervention s'est donc élargi : d'après certains participants, ils n'interviennent plus seulement auprès des 16 ans et plus mais auprès des jeunes de plus de 8 ans... Dans quelle mesure cette évolution interfère-t-elle dans leurs relations avec les publics et avec leurs partenaires ?

Tout le monde s'accorde à dire que pour agir efficacement, l'ensemble des partenaires doit travailler de façon concertée. Mais dans les faits, la construction et le maintien du partenariat dans le temps sont autrement plus difficiles à garantir. En effet, le *turn over* qui caractérise les professionnels nuit à l'instauration de la relation de confiance à la base d'un partenariat efficace. De plus, les freins au partenariat ne manquent pas, tant institutionnels et professionnels que interpersonnels. C'est pourquoi la rhétorique du partenariat, de nous « managérialisé », fait bonne figure...

En fin de compte, les habitants sont pris en tenaille entre les dealers et la police, la peur et la pression exercées par les premiers et l'absence d'intervention ou/et de protection de représailles éventuelles en cas de signalement ou de plaintes auprès de la seconde. Il n'est pas sûr que les travailleurs sociaux dans leur diversité puissent y changer grand-chose, faute de moyens, de leviers, de posture adéquate. Mais leur mission n'est pas d'éradiquer les réseaux : elle est la gestion des désordres urbains. D'où un sentiment d'impuissance partagé, leur *dé légitimation*, d'ailleurs commune à toutes les institutions dans les quartiers.